À l’approche des élections législatives israéliennes du 27 octobre, FokusIsrael.ch vous présente les principales personnalités politiques de l’État hébreu. Cette semaine : Mansour Abbas, du parti arabe « Ra’am ».

Par Jan Kapusnak

Le 2 juin 2021, Mansour Abbas et son parti « Ra’am » ont rejoint la coalition de huit partis dirigée par Naftali Bennett et Yair Lapid, mettant ainsi fin aux douze années consécutives de Benjamin Netanyahu au poste de Premier ministre. Cette alliance s’étendait de la droite nationaliste à la gauche sioniste, mais son membre le plus marquant était le Ra’am, parti islamiste et social-conservateur. Pour la première fois depuis la création de l’État, un parti arabe indépendant a intégré un gouvernement israélien et a acquis une influence directe sur la politique et les budgets.

Un musulman pratiquant et un homme politique doté d’un esprit stratégique

Abbas n’était pas devenu sioniste. Il est resté un musulman pratiquant, s’identifiant au peuple palestinien et prônant la création d’un État palestinien indépendant. Sa rupture avec la politique arabe traditionnelle était stratégique et non idéologique. Les citoyens arabes, affirmait-il, devaient utiliser leurs voix et leurs sièges à la Knesset pour façonner la politique de l’intérieur. Lors des élections à la Knesset du 27 octobre également, Mansour Abbas pourrait, grâce à son attitude pragmatique, redevenir un faiseur de rois.

« Une minorité au sein d’une minorité »

Abbas a grandi à Maghar, une ville de Galilée où vivaient des druzes, des chrétiens et des musulmans. Il se décrit lui-même comme « une minorité au sein d’une minorité ». Son père, Ghazi, était membre du conseil local et réglait les différends familiaux selon la tradition de la sulha, ce qui a permis à Abbas de s’initier très tôt à l’art de la négociation.

Né en 1974, cinquième d’une fratrie de onze enfants, Abbas a appris le Coran par cœur et est devenu imam à l’âge de dix-sept ans. Il a étudié la médecine dentaire à l’Université hébraïque de Jérusalem et a dirigé, à la fin des années 1990, le Comité des étudiants arabes, où il s’est concentré sur des questions civiques telles que le logement étudiant.

Son mentor déterminant fut le cheikh Abdullah Nimar Darwish, dont la conversion préfigura la sienne. Darwish fonda le Mouvement islamique, puis *Usrat al-Jihad*, une organisation clandestine qui aspirait à l'instauration d'un État islamique. En 1981, il a été condamné pour appartenance à une organisation terroriste et a passé plusieurs années en prison. Par la suite, il a renoncé à la violence, a accepté de mener des activités politiques dans le cadre de la législation israélienne et a soutenu les accords d'Oslo entre Israël et l'OLP.

Le mouvement s'est scindé en raison de la participation aux élections à la Knesset de 1996. La branche sud s'est prononcée en faveur de cette participation et a fondé le parti « Ra'am » pour en faire son bras politique. Abbas est devenu secrétaire général de « Ra'am » en 2007, puis président du parti en 2018.

Conservateur, islamiste et pragmatique

« Ra'am » est souvent classé parmi les partis de gauche en Israël, car il soutient la création d'un État palestinien. Or, cette classification est erronée. Abbas s'est opposé à l'adoption par des couples de même sexe et à l'interdiction des thérapies de conversion. En 2020, il a déclaré que la position du parti sur l'homosexualité découlait de la loi islamique, et non d'une « interprétation politique, d'une complaisance ou d'un favoritisme ». Par sa position sur ces questions, « Ra'am » se rapproche davantage des partis juifs ultra-orthodoxes que de la gauche laïque israélienne.

Parmi les priorités d'Abbas figurent la lutte contre la criminalité, l'amélioration des conditions de logement, l'emploi au sein de la communauté arabe et la reconnaissance des villages bédouins. La création d'un État palestinien figure toujours au programme de « Ra'am », mais Abbas ne subordonne pas la coopération avec les partis juifs à des progrès dans ce sens.

C'est ce qui distingue « Ra'am » des trois autres partis arabes que sont « Hadash », « Ta'al » et « Balad ». Abbas fait valoir que ceux-ci se concentrent trop sur Gaza et la Cisjordanie, au détriment des citoyens arabes d'Israël. Selon lui, une opposition permanente n'a guère eu d'influence. L'alliance entre « Ra'am » et les trois autres partis arabes s'est rompue avant les élections de mars 2021, sur la question de savoir si un parti arabe pouvait coopérer avec Netanyahou et la droite. « Ra'am » s'est présenté indépendamment de la liste commune, avec le slogan « Réaliste. Conservateur. Influent. », et a remporté quatre sièges, contre toute attente.

Cette expérience de coalition a renforcé «Ra’am»

Quelques semaines seulement après la guerre de Gaza de 2021, qui avait déclenché des violences sans précédent entre citoyens juifs et arabes dans les villes mixtes d’Israël, Mansour Abbas a rejoint le gouvernement Bennett-Lapid avec son parti « Ra’am ». Il a subordonné cette participation à la mise en place de mesures en faveur des communautés arabes. Le gouvernement a alors adopté un programme de développement quinquennal d’une valeur d’environ 30 milliards de NIS (7,5 milliards de CHF, 8,7 milliards d’euros) ainsi qu’un plan distinct de 2,5 milliards de NIS (6,25 milliards de CHF, environ 7,2 milliards d’euros) visant à lutter contre la violence et le crime organisé.

Le gouvernement de coalition Bennett-Lapid n’a tenu que dix-huit mois, mais le Ra’am en est sorti renforcé. En 2022, il est passé de quatre à cinq sièges et a recueilli environ 32 % des voix arabes. Son adhésion à un gouvernement dirigé par des sionistes n’avait pas coûté à Abbas sa base électorale.

Trahisseur pour les uns, cheval de Troie pour les autres

La modération d’Abbas fait de lui, encore aujourd’hui, la cible d’attaques tant du côté palestinien que de la part de la droite israélienne. En avril 2023, il a averti le Hamas et d’autres factions palestiniennes que le fait d’inciter les citoyens arabes d’Israël à une intervention armée entraînerait «une nouvelle catastrophe». Il a exhorté les dirigeants palestiniens de Cisjordanie et de Gaza à ne pas s’immiscer dans les affaires internes d’Israël, a rejeté la violence et s’est prononcé en faveur d’un État palestinien aux côtés d’Israël.

Cette décision a été vivement critiquée. Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) l’a qualifié de traître, tandis que le président de l’Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, lui a reproché d’avoir franchi des lignes rouges. De leur côté, les nationalistes arabes reprochent à Mahmoud Abbas d’avoir troqué les droits des Palestiniens contre des budgets municipaux. En Israël, les détracteurs de droite présentent « Ra’am » comme une organisation des Frères musulmans qui se servirait de la politique de coalition pour dissimuler ses objectifs islamistes.

Vives critiques à l’encontre du massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre

À la suite du massacre du 7 octobre 2023, Abbas a déclaré que cet acte allait « à l’encontre de tout ce en quoi nous croyons : notre religion, notre islam, notre nationalité, notre humanité ». Il a ensuite appelé les factions armées palestiniennes à déposer les armes et à œuvrer à la création d’un État par l’intermédiaire de l’Autorité palestinienne. Lorsque la députée du « Ra’am », Iman Khatib-Yassin, a remis en cause les informations faisant état d’atrocités commises pendant le massacre, Abbas a exigé sa démission. Elle a présenté ses excuses et est restée à la Knesset.

Abbas lui-même a répondu en juillet 2026, à la question de savoir si le Hamas était une organisation terroriste qu’il fallait éliminer : « J’ai une réponse claire. Mais je ne souhaite pas la donner. » Ce refus a renforcé les doutes des Israéliens juifs quant au rôle de « Ra’am » dans les décisions relatives à la sécurité nationale.

Loin de toute influence religieuse – pour des raisons de stratégie électorale ?

Afin de réfuter les allégations selon lesquelles « Ra’am » resterait sous contrôle religieux, Abbas a lancé en 2025 sa réforme la plus ambitieuse depuis 2021. Le parti a dissocié ses décisions politiques du Mouvement islamique et de son Conseil de la Choura, et a organisé, le 22 août 2026, sa première élection interne indépendante. Abbas présente cela comme une transformation vers un mouvement plus laïc. Ce changement confère davantage d’autonomie à Abbas, mais pourrait également s’apparenter à un changement de nom tactique visant à rendre Ra’am acceptable au sein d’une future coalition.

Un candidat juif en deuxième position sur la liste

Abbas a donné le signe le plus clair de son intérêt pour un retour au gouvernement le 31 août, lorsqu’il a pour la première fois inscrit Yoav Segalovitz, un candidat juif, sur la liste électorale de « Ra’am » – et ce, en deuxième position, juste derrière lui-même. M. Segalovitz est un ancien député de la Knesset du parti « Yesh Atid » et un commandant de police.

En tant que ministre délégué à la Sécurité publique sous Bennett et Lapid, M. Segalovitz a coordonné la lutte contre le crime organisé au sein de la communauté arabe et a acquis une grande crédibilité auprès de l'électorat arabe grâce à son engagement. À propos de la candidature de Segalovitz sous la bannière de « Ra'am », Abbas a déclaré : « Je ne cherche pas quelqu'un qui me ressemble. Je cherche quelqu'un qui sache comment faire ce travail. » Segalovitz se présente pour « Ra'am » sans pour autant devenir membre du parti. Sa participation aux élections élargit le bassin électoral de Ra'am. Elle n'exige toutefois pas que le parti renonce à son identité islamiste.

Le partenariat entre Abbas et Segalovitz soulève par ailleurs des questions fondamentales. Selon les médias, Segalovitz souhaitait à l'origine que « Ra'am » reconnaisse Israël comme un État juif et démocratique et soutienne le service civil national pour les citoyens arabes. Or, aucune déclaration en ce sens n'a été faite à ce jour par Mansour Abbas. En 2021, il avait certes déclaré qu'Israël était né en tant qu'État juif et qu'il le resterait. Mais il y a quelques semaines, il a nuancé ses propos en affirmant que cette identité était « un fait qui nous a été imposé » et a réaffirmé son soutien à la création d'un État palestinien indépendant.

L'expérience inachevée d'Abbas

Un sondage réalisé le 17 septembre, après l'annonce de la candidature de Segalovitz, prévoyait que le « Ra'Am » obtiendrait six sièges à la Knesset lors des élections du 27 octobre, tandis qu'une coalition dirigée par Gadi Eisenkot, le principal adversaire de Netanyahu, en obtiendrait 55. Cela signifie que Mansour Abbas, avec « Ra'Am », pourrait permettre à Eisenkot d'obtenir les 61 mandats nécessaires à la formation d'un gouvernement à la Knesset.

Cependant, le parti « Yashar » d'Eisenkot a déclaré qu'il n'envisageait de former des coalitions qu'avec des partis reconnaissant le « Hamas » comme une organisation terroriste et soutenant sa destruction. Abbas n'a jusqu'à présent fait aucune déclaration de ce type. Pour Segalovitz, en revanche, la situation est claire. La question reste donc ouverte de savoir si le partenariat de M. Segalovitz avec M. Abbas constitue pour M. Eisenkot une raison suffisante pour mener malgré tout des négociations de coalition avec « Ra'am », dans la mesure où cela lui permettrait d'obtenir une majorité à la Knesset. Ou si Mansour Abbas, avec « Ra'am », remporte certes le 27 octobre suffisamment de sièges pour renverser Netanyahou, mais n'est néanmoins pas accepté comme partenaire de gouvernement.

Portraits déjà publiés

Benjamin Netanyahu : de l'homme de l'ombre à la marionnette – mais pas encore vaincu – FokusIsrael

Bezalel Smotrich : d'activiste marginal à homme politique influent au sein de la coalition – FokusIsrael

Itamar Ben-Gvir : de partisan du terrorisme à faiseur de rois – FokusIsrael

Deri, Goldknopf, Gafni : des dirigeants de minorités ultra-orthodoxes dotés d'une influence démesurée – FokusIsrael

Gadi Eisenkot : l'ancien général qui veut vaincre Netanyahou – FokusIsrael

Naftali Bennett parviendra-t-il à battre le Premier ministre Netanyahou pour la deuxième fois ? – FokusIsrael

Yair Lapid : de star de la télévision à rival acharné de Netanyahu – FokusIsrael

Benny Gantz : l'ancien général qui a trop fait confiance à Netanyahou et qui lutte désormais pour sa survie politique – FokusIsrael

Avigdor Lieberman : ancien allié et ennemi juré de longue date de Netanyahu – FokusIsrael

Ofer Winter : une nouvelle force incertaine au sein de la droite politique – FokusIsraelYair Golan parviendra-t-il à redonner vie à la gauche israélienne, menacée de disparition ? – FokusIsrael

---

Jan Kapusnak est analyste politique et auteur. Il vit à Tel-Aviv.